

**Togo**  
Un grand pas vers  
une éligibilité au  
Millennium Challenge  
Account(MCC) **P 7**

**Rencontre CAP 2015/ADDI CAR**



**Tout porte à croire que  
l'opposition n'avait rien  
sous la main au départ** **P 3**

**Eliminatoire CAN 2015**  
**Ultime journée, un exploit à  
Tamalé pour les Eperviers**



**LE**

# **LIBERAL**

*Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion*

N° 0189 du mercredi, 19 novembre 2014 - 250 F CFA / Etranger 1€

## **Editorial**

### **On ne se baigne pas deux fois dans les eaux de la violence politique**

**S**i on met de côté le royaume chérifien, l'Algérie est le seul pays d'Afrique blanche à avoir été à l'abri de la suffocante odeur de jasmin à laquelle n'ont pas résisté les régimes de Ben Ali de Hosni MOUBARACK et de Mouammar Kadhafi respectivement en Tunisie, Egypte, et Libye. Il n'y a pas de hasard ou s'il y en a un, il ne favorise que les pays avertis.

L'Algérie il y a plus d'une vingtaine d'années avait tenté sa révolution... dans le sang et les larmes, une crise politique avec des ramifications religieuses suivie d'une longue guerre civile avait laissé le pays exsangue. Les Algériens ont été à la peine pour reconstruire leur pays.

C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles lorsque la première hirondelle du printemps arabe a voltigé, les Algériens lui ont réservé un accueil glaciale digne de l'hiver sibérien.

Dans les années 90 à une époque où plusieurs pays d'Afrique francophone se contorsionnaient dans les lianes des conférences nationales, le Burkina Faso est resté « intègre », en marge des soubresauts politiques qui ont contraint plusieurs pays à des transitions démocratiques.

Le Faso loin sans faut n'est pas sorti des sentiers battus. Il n'a fait que suivre les traces de ses devanciers à l'instar de son voisin au sud, le Togo qui a fait sa révolution depuis le 5 octobre 1990.

Après la chute de Blaise COMPAORE, une seule question est sur toutes les lèvres : à qui le tour ? Mais c'est du déjà vu et comme le dirait l'autre, le Togo a déjà eu son tour chez le coiffeur, il a déjà eu sa part de chocs cycliques qui a permis à son peuple d'opérer des mutations importantes de son histoire. Faut-il renouer avec les agitations populaires par pure mimétisme ? Prenez tout votre temps pour répondre à cette question mais en attendant ayons seulement à l'esprit qu'on ne se baigne pas deux fois dans les eaux de la violence politique et sociale. Une seule fois suffit pour faire passer le goût des jets de pierres et des casses aveugles comme moyens de faire progresser les sociétés. ■

*La Rédaction*

## **CAP... ou casse... 2015, les objectifs cachés** **P 3**



*Photo archives*

### **Manifs du 21 novembre** **Avalanche de réactions**

- La Majorité Silencieuse pour la légalité constitutionnelle**
- La NJSPF pour la protection de la constitution et des institutions**
- Le MSF contre des lois impersonnelles**

**P 5**



## Pour de meilleures conditions de travail au Togo : Un syndicat des Inspecteurs et Contrôleurs du travail voit le jour au moment où celui des travailleurs bat les pavés

Au moment où le Syndicat des Travailleurs du Togo (STT) s'apprête à descendre dans les rues pour montrer leur mécontentement face à leur insatisfaction vis-à-vis des discussions en cours avec le gouvernement togolais, les Inspecteurs et Contrôleurs du travail ont, entre-temps créé un Syndicat. Il s'agit du Syndicat Autonome des Contrôleurs et Inspecteurs du Travail du Togo (SYNACIT-TOGO) dont le bureau est élu pour trois ans et qui espère gagner la confiance des partenaires sociaux, notamment les employeurs et les travailleurs. Ainsi, ce syndicat se fixe trois défis majeurs. Il s'agit de changer la perception que les usagers ont de l'inspection du travail togolaise en dotant les inspections de moyens matériels et logistiques adéquats, de redorer l'image du corps des inspecteurs et contrôleurs du travail à travers l'adoption du statut particulier garantissant une indépendance de l'inspecteur, revoir la qualité des services afin que la satisfaction des travailleurs et employeurs soit atteinte. Pour relever ces défis, cette nouvelle association leur permettra d'évaluer leurs forces et limites, d'apprécier leurs acquis et leurs échecs, et surtout de chercher les voies et moyens susceptibles de dynamiser davantage la profession afin qu'elle soit présente à l'heure de la recherche de la stabilité sociale et économique



du Togo. Le dernier-né des syndicats au Togo ne compte pas seulement axer ses actions que sur des revendications ; le Syndicat Autonome des Contrôleurs et Inspecteurs du Travail du Togo (SYNACIT-TOGO) entend revoir la qualité de leur service par « une mise à niveau perpétuelle des connaissances des inspecteurs et contrôleurs du travail ... en rapport avec les mutations des relations socioprofessionnelles et technologiques » (Propos M. Anaté Tomdéma, inspecteur du travail et président du comité d'organisation du congrès constitutif).■

*Anthelme Shakespeare.*

## Vision Togo 2030 Le rapport diagnostic du système Togo présenté lors d'un atelier

Le ministère auprès de la Présidence de la République, en charge de la prospective et de l'évaluation des politiques publiques a organisé et ceci pour deux jours, un atelier de consultation approfondie du système Togo depuis hier. L'objectif majeur est de présenter le rapport diagnostic du système Togo aux divers acteurs et d'ouvrir la voie à d'autres apports car après la phase de constitution de la base d'informations du processus d'élaboration de la Vision Togo 2030, un bilan partiel de l'avancement des travaux s'impose.

Le ministre Kako Nubukpo, a souligné dans son allocution d'ouverture l'importance de cet atelier en ce sens qu'il permettra de recueillir les contributions de tous les acteurs impliqués et de mobiliser les énergies autour de l'élaboration de cette vision: « Notre rencontre d'aujourd'hui est une occasion

offerte afin de forger de manière participative, un consensus sur l'analyse rétrospective et une compréhension commune des principaux sous systèmes... » a-t-il déclaré. Les sous systèmes en question caractérisent l'état de l'existant de la situation actuelle du Togo. Il s'agit notamment des sous systèmes économie et technologie, politique et gouvernance, du sous système socioculturel et enfin celui de la démographie et du développement humain. A cette phase cruciale qui consistera en l'exposé des travaux et l'approfondissement de chaque sous système, suivra celle de construction des scénarii au cours de laquelle les avènements possibles du Togo seront identifiés. Suivra finalement la phase de la formulation de la vision et des stratégies.■

*Démocrate Koudama*



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC  
du 23 décembre 2010

**Directeur de la Publication**  
Fabrice P. Dariworé

**Comité de Rédaction**  
Schmidt EZA  
Dieudonné ESSOHANAM  
Sémy MAREKA  
Charles KEYEWA  
P. Fabrice

**Correcteur**  
S. Didier

**Infographie**  
Raphaël AHABLE

**Adresse**  
Route de Mission Tové, non loin du  
Petit Séminaire, Agoè  
Tél: +228 90 15 87 53  
+228 22 41 92 91  
13 BP 152 Lomé-TOGO

**Imprimerie**  
La Colombe  
**Tirage**  
2000 exemplaires

## « Je prends le parti des Togolais » Alberto Olympio présente son projet de société dans un livre

Le dernier né de la scène politique togolaise Alberto Olympio a procédé hier à la présentation officielle de son livre « Je prends le parti des Togolais ». Ce document qui coûte 4.500 Fcfa est d'une part une auto biographie gravitant autour de certains aspects de la personnalité de son auteur et constitue en fait son projet de société pour le Togo en tant que politique et ceci à l'orée des échéances électorales de 2015. L'auteur présente certaines réalités de la politique togolaise, des constats sur les réalités du terrain notamment les conditions de vie sociales et la solution qu'il espère apporter une fois aux affaires. Alberto Olympio, « Attentif aux inquiétudes et aux espoirs des togolais », dit avoir pour priorité que chacune et chacun trouve sa voie de réussite dans notre société et qu'aucune région ou village ne soit délaissée. « Nous œuvrons à donner à chaque Togolais l'opportunité de vivre dans un espace de liberté et de respect des droits de l'homme qui permette à chacun de s'épanouir et de prospérer selon ses capacités et ses aspirations, dans un environnement où l'égalité des chances est une réalité » a-t-il confié.



Il a également confié dans « je prends le parti des Togolais » que la promotion des valeurs favorables au développement, la régulation des contraintes sociétales, structurelles, institutionnelles, sociales, économiques et physiques paralysantes, des contingences qui bloquent l'accès au développement tiennent à cœur à son parti politique. Afin de refaire du Togo « la Suisse d'Afrique », M. Olympio entend réformer

l'administration togolaise, transformer les industries existantes et en créer d'autres, favoriser l'émergence des PME ; Le président fondateur du parti des Togolais compte moderniser le Togo à son accession au pouvoir par la mise en œuvre des politiques saines et de meilleures infrastructures qui favoriseront la transformation du Togo en améliorant les conditions propices au développement du secteur privé et en stimulant l'investissement, l'esprit d'initiative et le développement des micro entreprises.

Interrogé à l'occasion sur la situation politique au Togo, notamment sur la stratégie actuelle de l'opposition, Alberto répond que « la politique de la chaise vide a toujours été contre productif. Quelque soient les conditions, il faut aller à la bataille et montrer sa détermination » Alberto Olympio espère vivement incarner le changement qu'il estime ne pas seulement être le remplacement d'une personne à la tête de l'Etat, « mais également la proposition d'un autre projet de société » ■

*Démocrate Koudama*



## CAP... ou casse... 2015 les objectifs cachés d'une prétendue marche pacifique le 21 Novembre

# Pourquoi UNIR doit descendre la rue ?

Il ne fait l'ombre d'aucun doute la prétendue marche pacifique que projette le 21 novembre prochain CAP 2015 n'en est pas une. Elle a été tout simplement inspirée des derniers événements au Burkina Faso qui ont poussé Blaise Compaoré à la sortie. Cette descente dans les rues de la capitale ne vise pas les réformes comme on le claironne, mais juste un ballon d'essai pour une éventuelle insurrection des populations comme ce fut le cas le 31 octobre dernier au pays des hommes intègres. Pas très sûr de gagner les élections. L'opposition togolaise et principalement le CST né en 2012 a toujours rêvé d'un scénario à la tunisienne ou à l'égyptienne lors du printemps arabe. CAP 2015 créée à l'issue du conclave remet tout simplement au goût du jour un vieux projet qui n'a rien donné de par le passé. Après avoir longtemps erré dans la rue pour une révolution qui prendra jamais corps, l'opposition togolaise avait en début de l'année 2014 invité le gouvernement aux réformes institutionnelles et constitutionnelles, un avis d'ailleurs partagé par le chef de l'Etat qui avait d'ailleurs vu juste en préconisant que ces réformes soient faites comme dans toutes les démocraties à l'Assemblée Nationale. Cherchant plutôt un arrangement qui pourrait permettre aux uns et autres



d'obtenir le pouvoir sur un plateau d'or, l'opposition a souhaité et obtenu un cadre de discussion avec comme facilitateur Mgr Barrigah. Ce dialogue s'est déroulé du 19 au 31 mai 2014, à Togo télécom et a abouti à un rapport qui reprenait les différentes positions des participants au dialogue.

Le gouvernement a alors transmis ledit rapport à l'Assemblée nationale sous forme de projet de loi portant

modification de certains articles de la Constitution. Faute de consensus le projet de loi a été rejeté par la grande majorité des députés. Pour des partis ayant le privilège d'être représentés à l'Assemblée Nationale, il aurait fallu prendre l'initiative d'une proposition de loi en vue de ces réformes mais curieusement, l'opposition ne s'est jamais gênée pour un exercice pareil. On s'est plutôt résigné en ouvrant plutôt une bataille sur la candidature unique de l'opposition dans la

perspective de la présidentielle de 2015. Le fait d'ailleurs de participer activement à la mise en place des structures chargées d'organiser les élections prouve à suffisance que les partis parlementaires de l'opposition avaient abandonné le projet des réformes. La volonté des réformes avant 2015 rame à contre courant avec les textes notamment l'article 61 de la constitution qui stipule : « Le scrutin est ouvert sur convocation du corps électoral

par décret en conseil des Ministres soixante (60) jours au moins et soixante-quinze (75) jours au plus avant l'expiration du mandat du Président en exercice » On pourrait enfoncer le clou avec le Protocole additionnel de la CEDEAO sur la démocratie et la bonne gouvernance qui indique clairement en son article 2 alinéa 1 que : « Aucune réforme substantielle de la loi électorale ne doit intervenir dans les six (6) mois précédant les élections, sans le consentement d'une large majorité des acteurs politiques ».

La réouverture d'un débat sur les réformes dans les circonstances pareilles n'est que pure prétexte. Les objectifs sont à rechercher dans une volonté de prise de pouvoir par la rue. Voilà des raisons qui justifient le pourquoi UNIR doit déverser ses militants dans la rue ce 21 novembre pour forcer le respect des institutions de la république et de la légalité constitutionnelle. Les militants d'UNIR doivent prouver que Faure Gnassingbé est soutenu par la majorité de la population apporter un démenti à ceux qui doutent de la popularité du chef de l'Etat.

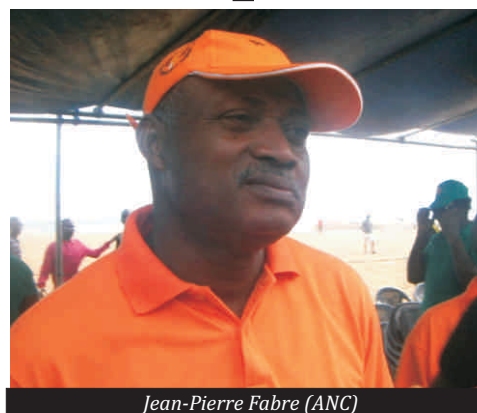
La journée du 21 novembre s'annonce électrique et il appartient à l'autorité de jouer son rôle en situant les candidats à la marche de chaque camp sur l'opportunité de leur jogging en ce début du week-end.■

P. Fabrice

## Rencontre CAP 2015/ADDI CAR sur une proposition de loi

# Tout porte à croire que l'opposition n'avait rien sous la main au départ

Le CAP 2015 et le tandem CAR-ADDI rapprochent depuis lundi leur point de vue sur la fameuse proposition loi sur les réformes constitutionnelles et institutionnelles. On croyait la question réglée mais il a fallu l'initiative du CAR et de ADDI pour se rendre compte que ceux qui dans un vacarme assourdissant crient aux réformes n'avaient en réalité rien à proposer. On se demande alors ce qu'ils ont fait durant les mois qu'a duré le conclave dans un hôtel de luxe à AVEPOZO. Un conclave qui on se souvient avait dans une polémique monstre abouti à la désignation de Jean Pierre FABRE comme candidat unique de l'opposition. La rencontre ouverte



Jean-Pierre Fabre (ANC)

depuis lundi est-elle un autre conclave ? que peut-on réellement attendre de cette rencontre qui intervient après la guéguerre au sein de l'opposition étalée



Me Apévon (CAR)

aux yeux du monde ces derniers jours la sincérité est-elle au rendez-vous ? autant de questions pour finalement conclure que c'est une rencontre de plus entre



Gogué (ADDI)

acteurs de l'opposition, un autre vrai marché de dupes.■

P. Fabrice



## Lutte contre l'insécurité alimentaire au Togo

# L'Association Togolaise de lutte Contre l'Insécurité Alimentaire (ATCIA) apporte sa pierre

Depuis le 9 février 2012, date de lancement du vaste Programme National d'Investissement Agricole et de la Sécurité Alimentaire (PNIASA), le Togo s'est engagé dans un processus de développement du secteur agricole afin de lutter contre la précarité alimentaire et redynamiser ce secteur qui contribue à environ 40% du PIB. Ce grand projet d'un coût total de 617 milliards de francs CFA a connu des sous-programmes dont le Projet d'appui au développement agricole au Togo (PADAT), le Projet d'appui au secteur agricole (PASA) et le volet national du Projet régional de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO). Tous ces projets, en plus des actions de l'Agence Nationale de la Sécurité Alimentaire (ANSAT) ont permis au Togo de devenir un pays exportateur de produits céréaliers depuis 2013.

Pourtant, les données de l'enquête QUIBB de 2011 ont montré que près de la moitié des ménages au Togo (49,5%) éprouvent des difficultés à subvenir aux besoins alimentaires de ses membres, et 50,3% est issu du milieu rural. Parmi les régions les plus touchées par cette difficulté, la région maritime et celle des



Savanes viennent en tête avec respectivement 63,4% et 58,5%, suivies du grand Lomé. Mais comment comprendre que certaines communautés au Togo puissent vivre dans la précarité alimentaire alors que le pays a enregistré, au cours des campagnes agricoles de ces dernières années des excédents de productions agricoles et que même le pays aient pu exporter

les excédents vers l'extérieur ? Pour le Président de cette Association BiamMissan M., « cette insécurité alimentaire peut trouver une approche de solution quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs

préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine. ». C'est pourquoi, selon lui, même si plusieurs programmes sont en cours d'exécution, l'Association Togolaise de lutte Contre l'Insécurité Alimentaire (ATCIA) se propose de constituer le créneau pour être le point focal des systèmes de veille, de sensibilisation, d'alerte et de

contrôle pour qu'aucun Togolais ne puisse plus vivre dans l'insécurité alimentaire.

Porté sur les fonds baptismaux depuis le 23 novembre 2013 l'Association Togolaise de lutte Contre l'Insécurité Alimentaire (ATCIA), enregistré sous le N°0197 du 25 mars 2014, a pour objectifs de lutter pour l'autosuffisance alimentaire, de contrôler les origines des aliments à consommer, de lutter contre la vente et l'exportation abusive des produits vivriers, d'optimiser la stabilité du flux des approvisionnements, de contrôler sur le territoire togolais la chaîne de fabrication ou de transformation industrielle ou artisanale des produits de consommation alimentaire, de lutter contre l'utilisation abusive des pesticides, de suivre la traçabilité des produits agricoles et animales, de lutter contre la cherté des produits agricoles et animales, de contrôler les produits agricoles et animales importés à la consommation, d'encourager surtout la consommation des produits togolais, et enfin de lutter contre la pénurie de produits agricoles et animales. ■

*Anthelme Shakespeare*

## Violence 0, 100% paix

# L'AJECED-TOGO lance un appel pour des élections sans violences

Des élections pacifiques et apaisées c'est aussi l'affaire des organisations de la société civile et des associations qui œuvrent pour le développement durable du Togo. En conférence de presse à Lomé, l'Association des Jeunes pour la promotion de l'Education et de la Culture de l'Excellence pour le Développement du Togo (AJECED-TOGO) fait de la culture de la paix et de la non-violence son cheval de bataille pour les prochaines consultations électorales. A travers son ambitieux projet « Togo 2015 : Violence 0, 100% paix », cette association qui œuvre pour l'éducation et le développement de la masse jeune lance une vaste campagne de mobilisation et de sensibilisation des citoyens togolais sur les bienfaits de la paix et les conséquences néfastes des violences, quelques soient leurs justifications, occasionnées par les



élections. Associant hommes de média, artistes et autorités locales, qui selon eux constituent « les porte-flambeaux de la paix, de la tolérance et de la culture de la non-violence », l'association ambitionne, à travers ce projet, de faire des périodes électorales des moments de retrouvailles et de réjouissances populaires comme cela se fait lors des fêtes traditionnelles en pays Kabyè ou

Guin. Pour le Président de cette association Etienne Akakpo, « il s'agit pour nous d'amener les jeunes, les citoyens de quelque bord qu'il vienne, à cultiver la paix, l'amour de la patrie même quand il existe des divergences de points de vues à travers des concerts, des ateliers de réflexions, de sensibilisations dans les écoles et universités du pays avant, pendant et

après chaque élection ». Ainsi donc, le 20 décembre prochain est prévu au Palais des Congrès de Lomé l'acte I du projet, qui se traduira par un grand concert et des prestations socioculturelles sur les thématiques de paix, de tolérance et de non violence.

Structure apolitique à but non lucratif, créée par de jeunes volontaires, AJECED-TOGO est une structure qui a déjà exécuté plusieurs activités à son compte. Elle s'est donnée comme mission de former, d'informer et de sensibiliser les jeunes élèves ainsi que leur environnement social sur les thématiques de l'éducation inclusive, du développement et de la protection des droits des enfants à travers la culture, les loisirs, le sport et des activités captivantes. ■

*Anthelme Shakespeare*



## La majorité silencieuse Descendre dans la rue pour la légalité constitutionnelle

La question des réformes défraye la chronique et fait l'objet de débat. Devant une minorité qui prétend parler au nom de la population Togolaise, la majorité silencieuse a décidé de ne pas se terrer dans son silence habituel et elle refuse qu'on impute au peuple Togolais tout entier le cri de l'intérêt inavoué que certains minuscules partis politiques cachent.

Au cours d'un point de presse la majorité silencieuse a décidé de briser le silence et de se prononcer sur la situation politique au Togo. Dans un communiqué lu, la majorité silencieuse a clairement dénoncé le manque de volontarisme et de lucidité dont fait l'objet une partie de la classe politique Togolaise. Pour elle, le radicalisme et le jusqu'aboutisme ne pourront briser les reines et les principes de la légalité, de la démocratie et de bonne gouvernance auxquelles la jeunesse Togolaise toute entière est attachée. Pour ces derniers, la sortie qu'elle



effectuera les 21 et 28 novembre prochains reste fondée.

D'abord sur la question des réformes institutionnelles et constitutionnelles le Mouvement des Jeunes pour la Popularisation et la bonne Gouvernance (MJPG) par la voix de son porte-parole ATOUYO Hubert a déclaré que tout juriste en herbe sait bien qu'une

clause de limitation des mandats ne saurait avoir un effet rétroactif et ceux qui s'y accrochent comme à une bouée de sauvetage le savent encore mieux. Excluant toute concession (une partie de l'opposition), la majorité silencieuse se dit comprendre avec recul que c'est la panique, l'absence de leadership et la panne de propositions

alternatives au sein de l'opposition qui sont à la base de cette curieuse attitude. Ensuite sur la question de l'introduction envisagée d'une proposition de loi de réformes par certains partis de l'opposition, la majorité silencieuse voit une manœuvre dilatoire d'introduire une proposition de loi de réformes à l'Assemblée nationale dans le but d'obtenir

ce qui n'avait pas pu l'être lors du dernier vote. Et ceci en dehors de tous les délais fixés par la charte de la CEDEAO qui interdit toute modification de la loi électorale à moins de 6 mois de l'échéance sauf si c'est par un consensus.

la majorité silencieuse lance un appel à certains partis politiques de l'opposition de cesser de comparer le Togo au Burkina Faso car c'est deux contextes différents. « Nous tenons à dire haut et fort que la majorité silencieuse est plus que jamais attachée à la légalité constitutionnelle. En démocratie, on ne respecte pas la loi seulement quand elle est favorable. On respecte la loi en vigueur, un point c'est tout. Et la loi en vigueur sera respectée. C'est l'engagement de la majorité silencieuse. Et pour que cela soit bien clair pour tous, nous l'exprimerons massivement les 21 et 28 novembre prochains » ■

Charles

## Le Mouvement de Soutien à Faure dans la rue contre des lois impersonnelles



Actualité oblige, le Mouvement de Soutien à Faure (MSF) est également monté au créneau ce week end. Le MSF déplore la carence dans l'analyse et l'interprétation de la constitution Togolaise par certains juristes dans le but de prendre le pouvoir. Recourant à la constitution Togolaise, le MSF a dans son communiqué fait cas de la 1ère constitution Togolaise du 17 avril 1961 en son article 33 qui ne prévoyait aucune limitation de mandat. Concernant la proposition de loi que certains partis politiques prévoient, le MSF rappelle d'abord que la loi doit être impersonnelle, ne disposer que pour l'avenir et être impartiale. Ceci étant, le MSF a toutes les raisons de croire que l'opposition cherche des arguments pour

créer des troubles et cacher son impopularité.

le coordonateur général du MSF KATANGA PORO a laissé entendre que la situation Burkinabé est différente de celle du Togo, car au Togo c'est le gouvernement qui protège la loi contre un groupe de personne. Pour cette association, même si la question des réformes est un besoin, il y a des priorités comme celle d'assurer et d'améliorer les conditions de vie des Togolais.

Le MSF dit oui aux reformes mais non à la rétroactivité. Le MSF estime que nul n'a le monopole de la rue et donc il ne ratera pas le rendez-vous du 21 et 28 novembre prochains. ■

Keyewa

## La NJSPF Battre le pavé pour la protection de la constitution et des institutions

Le 21 novembre prochain, les rues de notre capitale Lomé seront envahies par des manifestants de partis politiques de l'opposition pour réclamer le reliquat des réformes avant les échéances électorales de 2015. Au même moment, militants de partis de la mouvance au pouvoir se mobilisent aussi, pour ce même jour, en vue d'apporter leur soutien aux institutions de la République. C'est le cas de la Nouvelle Jeunesse pour le Soutien au Président Faure (NJSPF) qui, à travers un point de presse animé lundi à son siège à Lomé, appelle tous ses membres et sympathisants à sortir massivement les 21 et 28 novembre pour faire entendre leurs voix.

Selon les termes du Président de cette association, nul n'étant détenteur du titre foncier de la rue, la NJSPF entend en faire usage pour exprimer les aspirations légales, légitimes et républicaines du peuple. Pour Noel de Poukn, en effet, « la NJSPF utilisera tous les moyens légaux en sa possession pour la protection aussi



bien de la constitution actuelle de notre pays que des institutions de la République »

Il est clair que la journée du vendredi 21 novembre s'annonce très mouvementée car elle démontrera aux yeux du monde entier et surtout de la communauté internationale que la démocratie est en marche dans notre pays. ■

Anthelme Shakespeare



## Eliminatoire CAN 2015 Ultime journée, un exploit à Tamalé pour les Eperviers

Les Eperviers du Togo ont ce soir un rendez-vous crucial avec l'histoire. En effet, le Togo croise le fer contre les Blacks Stars du Ghana à Tamalé et ceci, comptant pour la dernière journée des éliminatoires de la CAN 2015. Telles que les choses se présentent, seule une victoire fera les affaires de la sélection nationale togolaise. Cette victoire sonnerait également le glas de l'élimination des Blacks Stars en cas de victoire dans l'autre rencontre du groupe E Ouganda-Guinée. Ce groupe qui a été dit compliqué dès le tirage tient ses promesses car tout est en effet possible en ce jour. Le Ghana est néanmoins en tête avec huit points, suivi de la Guinée et de l'Ouganda qui totalisent respectivement sept points. Le Togo se classe pour le moment bon dernier avec six points. Une victoire qualifiera donc ce soir les Eperviers sans calcul.

L'espoir est toujours permis aux Togolais car quoiqu'on dise, une place est également réservée au meilleur troisième, ce qui pourrait faire les affaires du Togo. De plus, des matchs difficiles et de pareils sursauts d'orgueil, les Eperviers en ont habitués les fans et le monde entier. On se rappelle comme hier quand ils ont cloué le bec à El Hadj Diouf, Henri Camara et autre Tony Silva, à Dakar pour se qualifier pour le mondial de 2006. Le match de ce soir contre l'équipe des frères Ayew ne sera sans doute pas du pain béni et le capitaine Adébayor a eu raison de le reconnaître en conférence de presse. Cependant, le tout est de « se concentrer sur l'essentiel, de savoir ce qu'on est allé chercher à Tamalé... Nous avons besoin de toutes vos prières croyez moi » a-t-il confié à la presse. Le Togo sort d'une douche froide lors de sa dernière rencontre qualificative. Une désillusion, une humiliation à lui infligée sur ses propres installations par le Sili national de la Guinée.

On croirait assister à un match de banlieue le samedi dernier au stade de Kégué de la part des Eperviers. Le fond de jeu que l'équipe s'est découverte à la dernière CAN a disparu. Il est donc important que les Eperviers retrouvent leurs repères et fassent une fois de plus planer tout un pays en ce jour que



l'on espère marqué à jamais dans les annales du football. Pour arriver à cet exploit, seule une bonne préparation compte. Mais les dernières rencontres Eperviers laissent croire que le staff technique qui les encadre ne remplit pas bien sa partition. Il faut pour ce match, définir de vraies stratégies et en la matière, on ne sait pas encore si Tchanilé Tchakala en a une. Il a en effet prouvé ce qu'il vaut et il constitue la preuve vivante que n'est pas sélectionneur qui veut ou qui dirige un centre de formation.

Le Togo vaut mieux que ça ! Tchakala en six mois a fait perdre au Togo un fond de jeu et alors que le pays est parti favori de ces qualifs, tout espoir d'être en Guinée Equatoriale en janvier prochain devient quasi utopique. Sa stratégie, la plaisanterie. On dirait qu'il n'est là que pour amuser la galerie et empocher les sous. Quand on n'arrive pas à expliquer son système de formation en conférence de presse alors que tous les amateurs ont conscience que c'est le 3-5-2, ce n'est pas de la média phobie, mais tout simplement de l'incompétence. Quand les critiques de la presse ne sont pas les bienvenues et qu'on effectue les entraînements à huit clos juste parce qu'on est en rogne contre les hommes de média, les résultats ne se font pas attendre et Tchanilé le comprend à ses dépens. Bref, trêve de pessimisme ! Le Togo doit encore jouer l'improbable car quoiqu'on en dise, il a toujours des atouts dans sa manche pour changer la balance et battre le Ghana. Ne dit-on pas souvent qu'impossible n'est pas togolais ? ■

Démocrate Koudama

## Football Cette Guinée, la bête noire du Togo

Il faut toujours s'attendre à des victoires et se préparer également à digérer les défaites. C'est la loi du football. Ce sport roi capable de rassembler tout un peuple là où la politique et bien d'autres peuvent semer la division. Samedi dernier comme un seul homme, les supporters des éperviers se sont rendus en masse au stade de Kégué pour pousser à la victoire leur équipe. Aucun togolais, nous disons bien aucun togolais n'a envisagé une défaite surtout à l'image de celle vécue ce samedi après-midi. Après une entame difficile dans la compétition, les deux dernières victoires face à l'Ougandan, ont redonné espoir à plus d'un. On croyait dur comme fer à une victoire face à la Guinée pour se mettre à l'abri d'une quelconque surprise lors de la dernière confrontation face aux Black stars du Ghana.

Mais ce fut la grisaille une grosse désillusion. La foule clairsemée dans les tribunes n'en croyait pas à ses yeux. Des Eperviers méconnaissables dominés dans tous les compartiments du jeu par l'hôte du jour le Silly national vainqueur par 4 buts à 1 au finish. De mémoire, jamais les Eperviers n'ont chuté aussi

lourdement devant leur public resté hébété, abasourdi face à la prestation d'une Guinée décidément devenue la bête noire du Togo en matière de football.

Pour le compte seulement de cette année la Guinée est venue à bout du Togo dans diverses compétitions. Déjà en septembre dernier, pour le compte de la CAN U17, la Guinée avait mis fin au parcours des Eperviers après deux victoires 1 à 0 à l'aller et lourde défaite 3 à 0 à Lomé des cadets togolais. La revanche n'aura pas lieu avec les séniors battus 2 à 1 à Casablanca. Adebayor et ses coéquipiers s'effondrent dans l'antre de Kégué compromettant leur chance de qualification pour la prochaine CAN en Guinée Equatoriale en janvier prochain. Il faudra un exploit aux Eperviers à Accra face aux Blacks stars mis en difficultés après la défaite 1 à 0 face à l'Ouganda qui se remet en course pour la qualification. Rien n'est donc joué dans ce groupe E. Les togolais caressent le rêve et attendent une surprise face au Ghana comme ce fut le cas en Ouganda. ■

Fab.

## Les ALL MUSIC AWARDS 2014 rendez-vous le 19 décembre

Bientôt quelques années que les ALL MUSIC AWARDS célèbrent le meilleur de la musique Togolaise. Cette année, l'édition est à sa 12<sup>e</sup> célébration et se déroulera le 19 Décembre au palais des congrès. 14 catégories sont prévues pour la récompense des artistes parmi lesquelles les meilleurs artistes féminins et masculins de l'année, meilleur artiste gospel, meilleur artiste d'inspiration traditionnelle de l'année, meilleur vidéo clip. Par cette célébration, les ALL MUSIC AWARDS cherchent à promouvoir la musique Togolaise dans tous ses genres. Elles visent aussi à encourager les artistes à réaliser des productions musicales de qualité. L'un des objectifs des ALL MUSIC AWARDS est aussi de contribuer à apporter valeur et reconnaissance au travail des artistes mais aussi



ambitionner un événement qui représente un cadre qui focalise l'attention du monde sur le Togo bref une promotion du pays à l'étranger. Des catégories de meilleur groupe ou artiste musique urbaine, meilleur groupe ou artiste hip hop ; meilleur chanson featuring, meilleur artiste de la diaspora ou encore tube de l'année et artiste découverte seront primées. Outre ces récompenses, des prix spéciaux seront attribués par le

comité d'organisation à des artistes ou à des personnalités qui se sont distingués au cours de l'année a déclaré BLANDE président du comité d'organisation de l'évènement lors de cette conférence de presse. Le processus des ALL MUSIC AWARDS cette année se déroulera par la mise en place d'une académie et d'un jury chargé respectivement de nommer les artistes et les productions dans les catégories citées et pour désigner les lauréats dans chaque catégorie. Toutefois une présélection est prévue le 30 novembre prochain pour 2 catégories. Evènement historique et unique en son genre, TOGO HIP HOP AWARDS aux ALL MUSIC AWARDS ont marqué le monde de la musique Togolaise depuis 2003. ■

Kabey

## Annonce

Une société de la place recherche des employés ayant au minimum le niveau BAC II. Capables de travailler dans la zone d'Avepozo; âgés de trente cinq ans (35 ans) au maximum. Avoir une expérience dans le domaine de la santé serait un atout. Dépôt des dossiers au secrétariat de la radio KANAL FM au plus tard le 27 novembre 2014.



Togo

## Un grand pas vers une éligibilité au Millennium Challenge Account (MCC)

Ce n'est un secret pour personne le Togo, à l'instar de bien de pays africains, est intéressé par le programme américain de lutte contre la pauvreté dénommé « Millennium Challenge Account (MCA) ». Le gouvernement y travaille d'arrache-pied pour bénéficier des retombées de ce programme. Conçu en janvier 2004 par le Congrès américain en vue de réduire la pauvreté à travers la croissance économique durable des pays en développement, le Millennium Challenge Corporation (MCC) est un programme destiné d'une part aux pays en développement qui démontrent leur engagement pour la bonne gouvernance, l'investissement dans le capital humain et l'encouragement de la liberté économique.

Des pays comme le Niger et le Sénégal pour ne citer que ces exemples, bénéficient déjà de ce programme. Il y a espoir pour le Togo et le le scorecard 2015 publié le 04 novembre dernier par l'agence MCC indique que le Togo a obtenu sept indicateurs au vert contre cinq l'année dernière avec des progrès majeurs sur deux indicateurs à savoir « la politique commerciale » et « la liberté de presse » qui, bien que restés dans le rouge se trouvent pour la première fois sur la médiane. Sur les treize indicateurs restants, huit se situent



aujourd'hui sur la médiane en dépit de la non comptabilisation des scores du rapport Doing Business 2015 pour lequel notre pays a fait un bon de quinze places avec quarante-cinq places gagnées pour le seul indicateur de « création d'entreprises ». L'espoir est donc permis pour le Togo et

ceci grâce à d'importantes réformes entreprises en 2014 avec un engagement au plus haut sommet de l'Etat.

Ces réformes couvrent différents domaines notamment la lutte contre la corruption qui passe par actes de la transparence dans la passation des

marchés publics conformément aux directives de l'UEMOA, la réforme de la justice la mise en place de l'Office Togolais des Recettes (OTR) la Cour des Comptes pour l'audit des comptes publics, l'Adhésion du pays à l'ITIE ; l'adhésion au Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs, la mise en place des numéros verts au niveau de l'aéroport et de la police pour dénoncer les abus de corruption et la lutte contre les trafics illicites notamment la saisie des quantités importantes d'ivoire et de produits pharmaceutiques contrefaits. On n'oubliera pas la dernière adoption par le Gouvernement d'un projet de loi portant création de la Haute Autorité de Prévention et de Lutte contre la Corruption et les Infractions assimilées dont l'objectif est la généralisation du mécanisme de prévention et de la lutte contre la corruption au niveau de toutes les personnes publiques et privées légalement constituées.

Autant de réformes dans divers domaines, juridiques, l'amélioration du climat des affaires, les libertés publiques et politiques, la modernisation de la justice et de l'administration publique qui placent le Togo en position favorable pour le MCC. ■

La Rédaction

## Le Comité national de négociations commerciales internationales en atelier de renforcement de capacités à Lomé

L'intégration d'un pays dans le système commercial international dépend en partie de sa capacité à identifier et à exploiter les possibilités commerciales, à définir les objectifs commerciaux et à les défendre efficacement dans le cadre des négociations. Mais la capacité à négocier ne peut s'acquérir qu'avec une formation continue et pérenne des acteurs du secteur commercial. C'est ainsi qu'un projet de renforcement de capacité des membres du Comité national de Négociations Commerciales Internationales (CNCI) a été initié et financé par la CEDEAO et l'Agence Suédoise de coopération internationale au développement (SIDA).

Pour le Dr. Ametitovi Folli, représentant le coordonnateur du projet TNCB-CEDEAO, il s'agit de permettre l'acquisition et le renforcement des capacités



de négociations des pays membres de notre organisation

commune, à la fois en terme d'amélioration des capacités de

négociation et aussi accroître le nombre des négociateurs dans

les pays membres. Cette rencontre favorisera la promotion de l'usage d'une action collective nationale et régionale pour accroître l'influence de nos pays membres dans les fora de négociations multilatérales. Pour le représentant de madame la Ministre du Commerce et de la promotion du secteur privé, la CEDEAO est en construction dans le domaine de la libéralisation et de la mise en œuvre du tarif extérieur commun. Pour y arriver, les membres du CNCI doivent être imprégnés des travaux exécutés et en cours au niveau communautaire en matière de libéralisation des échanges commerciaux et de l'élaboration du tarif extérieur commun, autant d'enjeux et de défis qui font de cette rencontre la bienvenue. ■

Anthelme Shakespeare



**Ne fermons pas les yeux...!  
LE RISQUE EST RÉEL**



Ministère du Commerce  
et de la Promotion du secteur Privé

